

Destocamine : Des raisons d'y croire

9 juin 2022 à 11h17

La suspension des travaux préparatoires au confinement définitif du site de Stocamine à Wittelsheim obtenue par la CEA et Alsace Nature a donné du baume au cœur aux partisans du déstockage. Parmi eux, le collectif Destocamine, mobilisé de longue date.



Des membres du collectif Destocamine, dont Yann Flory (tout à dr.) est le porte-parole, se sont récemment rassemblés devant le site de Stocamine, à Wittelsheim, en compagnie d'opposants allemands à l'enfouissement définitif de déchets. Photo F. M.

Ils étaient une dizaine, pas davantage. Une dizaine de militants à braver une météo instable mais surtout un arrêté municipal plutôt surprenant. Rédigé à la hâte à la suite de la brève occupation d'une partie des installations de Stocamine par des membres du mouvement de désobéissance civile Extinction Rébellion, il interdit purement et simplement circulation, stationnement et « occupation du domaine public » sur neuf rues jouxtant le site. Malgré la barrière et les deux feuilles A4 mentionnant cette réglementation temporaire, le collectif Destocamine -créé en 2010 et qui rassemble quatorze associations et organisations syndicales- a tenu à immortaliser l'événement. Des représentants de la Bürgerinitiative Schura du Landkreis de Tüttlingen, dans le Bade Württemberg, étaient en effet présents aux côtés des Alsaciens pour marquer leur opposition à l'enfouissement définitif des déchets sur place. Quitte à risquer une amende, qui ne viendra pas, Français et Allemands ont posé ensemble pour la photo-souvenir.

« Une énième bataille »

Derrière eux, le chevalement de Stocamine. Un géant industriel impassible mais qui, au fond de lui, ne doit plus trop savoir où il en est. Quelque 550 mètres à ses pieds, les opérations de bétonnage ont été suspendues deux semaines après avoir débuté. Elles consistaient en la construction et la pose de bouchons imperméables par le groupe BTP Bouygues. Ces jours-ci aurait dû, aussi, commencer le remblayage définitif du fameux bloc 15, celui de l'incendie qui a mis fin à l'exploitation en décharge souterraine du site. Le tribunal administratif de

Strasbourg, saisi par la Collectivité européenne d'Alsace et l'association Alsace Nature, en a décidé autrement (voir notre édition du 5 juin 2022). Forcément, et en dépit de la position péremptoire de la Ville de Wittelsheim, les collectifs citoyens du pays rhénan se réjouissent de ce nouveau revirement. « On se croirait au tennis », estime ainsi Yann Flory, porte-parole du collectif Destocamine. « Nous avons gagné une énième bataille, qui nous donne l'impression que nous avons bien raison depuis trente ans. Ou plutôt que c'est simplement la raison qui est de notre côté depuis tout ce temps. » Non loin de là, un autre militant écologiste, Philippe Aullen, opine du chef : « le courrier du jour est envoyé aux présidents allemand et français, aux présidents des régions Grand Est et limitrophes, au président de la CeA aussi. La solidarité rhénane veut croire en une solution par le haut. Déstocker, c'est possible. » C'est en substance le message envoyé aux autorités compétentes dans cette résolution conjointement rédigée par les collectifs français et allemand. « L'enfouissement définitif de ces déchets dans d'anciennes mines de potasse était et reste une aberration », poursuit Yann Flory.

L'enquête continue

Si aucun militant ne dit croire en un changement radical insufflé par la nouvelle ministre de la Transition écologique Amélie de Montchalin, deux autres éléments donnent à tous ces engagés de la première heure du baume au cœur. D'une part, ils estiment que la réaction de la municipalité de Wittelsheim (à travers l'arrêté évoqué ci-dessus) peut paradoxalement servir leurs intérêts : « L'arrêté nous choque, il est inacceptable, mais finalement il dirige plus que jamais la loupe sur Wittelsheim et Stocamine », juge ainsi cette militante qui préfère rester anonyme. D'autre part, l'enquête de l'office central de lutte contre les atteintes à l'environnement et à la santé publique (Oclasp) se poursuit. Ordonnée par le parquet de Strasbourg, elle charge ce service de police judiciaire de la gendarmerie nationale de faire toute la lumière sur la teneur exacte des 42 000 tonnes de déchets enfouis à Stocamine. De nombreuses auditions d'ingénieurs et d'experts ont été et sont menées dans ce cadre. « Jean-Pierre Hecht (Ndlr, ancien mineur, représentant du personnel de Stocamine et membre de Destocamine) a ainsi été entendu pendant plusieurs heures », sait Yann Flory, qui s'attend, lui aussi, à être sollicité. Et qui ne cache pas que la suspension des travaux préalables au confinement est aussi une excellente nouvelle pour permettre, le cas échéant, aux gendarmes de descendre sous terre pour le bien de l'enquête. En attendant, le collectif d'opposants demeure mobilisé. Secrètement, il espère que les vingt ans de la fin de l'activité du centre de déchets ultimes (Ndlr, le 10 septembre 2001, l'incendie du bloc 15 suspendait à jamais l'activité de stockage) marquent le début d'une nouvelle ère, plus vertueuse pour le sous-sol alsacien.

Florent Mathern

« Surprenante », la descente du sénateur Fernique

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable du Sénat, le sénateur du Bas-Rhin Jacques Fernique (EELV) est descendu, fin janvier dernier, dans la mine abritant encore 42.000 tonnes de déchets toxiques. Il est à ce titre le dernier élu alsacien à s'être rendu au cœur de Stocamine, l'un des derniers civils aussi à ce jour. Qu'a-t-il vu au fond ? Ce qu'il a vu a-t-il changé sa position qui, comme celle de l'immense majorité des élus et parlementaires alsaciens, refuse un confinement définitif des déchets et réclame leur déstockage ? « Si j'étais comme saint Thomas, et ne croyais que ce que je vois, je dirais qu'il n'y a pas de problème à Stocamine. Car je n'ai pas vu de déchets ! Accompagnés par des responsables des MDPA, nous avons tourné autour des blocs sans jamais y entrer. C'est assez surprenant. Il m'a été interdit de prendre la moindre photo. J'ai tout de même vu de l'eau en bas. La cabine d'ascenseur qui descend est totalement corrodée. J'ai vu le travail des parois des galeries, mais le pari de l'État d'une pétrification dans le sel des déchets me paraît au mieux audacieux. La descente m'a renforcé dans l'idée que l'exploitant avait une vocation assumée, celle de confiner, et n'avait jamais envisagé le déstockage. Quant à la nature des déchets enfouis, l'incertitude demeure entière et insupportable. » D'ici peu, les enquêteurs de l'Oclaesp devraient suivre les traces de Jacques Fernique, et même aller au-delà. Car eux ne remonteront assurément pas à la surface sans avoir vu, et analysé, des big-bags et des fûts.